

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR)
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-sous-Saint-Yon 91790
tel.: 64.91.32.75

N° 63 octobre 1995
4^e année de parution

RASSEMBLEUR A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

Législative partielle dans la 2^{ème} circonscription de l'Essonne POUR UN CANDIDAT DE RASSEMBLEMENT DE LA GAUCHE

par Jacques Adrien directeur de publication

L'élection de X. Dugoin au sénat entraîne une élection partielle dans la deuxième circonscription de l'Essonne. Cette circonscription est particulière en Essonne : elle est la seule qui vit l'élimination de la gauche dès le premier tour en 1993 et au second tour l'affrontement entre la droite et l'extrême droite.

X. Dugoin est affaibli par les affaires, la droite risque de se présenter déchirée. Et si nous laissons faire, c'est le FN qui risque de profiter de cette situation.

Empêcher cela est possible, une dynamique peut s'enclencher pour peu qu'une démarche unitaire et citoyenne s'engage.

Unitaire: la gauche et les écologistes doivent savoir s'unir autour d'une candidature de rassemblement.

Citoyenne: une telle candidature doit s'appuyer sur tous les réseaux militants qui existent dans la deuxième circonscription. □

LA LECON DES SENATORIALES

par Amaury Couderc

Résultats des élections sénatoriales en Essonne
Votants 2240 grands électeurs

RPR : 641 voix, 2 élus : JJ Robert et X. Dugoin

PS : 525 voix, 1 élu : JL Melançon

MDC-PC : 358 voix, 1 élu : P. Loridan

UDF : 347 voix, 1 élu : M. Pelchat

Chambre de Commerce : 214 voix, pas d'élu

FN : 62 voix, pas d'élu

Verts- AREV : 47 voix, pas d'élu

L'analyse de ces résultats montre clairement que la gauche rassemblée aurait obtenu 3 sièges. Les perdants ne sont pas seulement les responsables politiques, incapables le plus souvent pour des raisons d'ambitions personnelles ou d'intérêts de boutique de faire une simple règle de trois, mais aussi et surtout l'ensemble des salariés, des chômeurs, des sans domicile qui auront un représentant de moins dans la haute assemblée... et comme par hasard un représentant communiste ...

Les propositions d'union et de rassemblement le plus large avec toutes les forces de gauche avaient pourtant été faites .../...

A QUOI SERT LA BOMBE ?

par Michel Galin

Les essais ont donc repris à Mururoa. D'après les sondages, une importante majorité de Français serait hostile à ces essais. Pourtant, admettons-le, les mobilisations dans notre pays sont faibles, comparées à ce qui se passe ailleurs. Il y a à cela plusieurs raisons.

● Les appels à manifestations sont souvent confidentiels. Est-ce seulement dû aux faiblesses d'organisation? Ou alors est-ce l'idée que ce n'est pas un sujet d'affrontement avec le gouvernement Chirac? Il y a sans doute un peu des deux.

● Le débat est assez confus et ne voit finalement s'affronter le plus souvent que des partisans de la force de "dissuasion" qui ne divergent que sur la nécessité technique des essais et leur opportunité politique.

Passons sur le mépris, par le gouvernement, des populations de ce qu'il faut bien appeler les colonies Françaises du Pacifique. Passons aussi sur des institutions qui permettent à un homme seul de décider de la reprise des essais, sans débat .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

LA LECON DES SENATORIALES

suite

particulièrement par la direction du PC; cette proposition aurait abouti à 3 élus représentant les principales forces de la gauche en Essonne : PS, PC, MDC.

Pour des raisons d'équilibre interne à la fédération du PS (tu me passes le poivre, je te passerai le sel), par volonté de minorer la représentation du PC, mais surtout celle d'éliminer notre camarade Paul Loridan de la bataille politique en Essonne, le PS en proposant une liste bloquée, non-discutable, rejetant P. Loridan (sénateur sortant à la quatrième place) a refusé de créer les conditions du rassemblement qui auraient donné un troisième sénateur à la gauche. Les résultats de cette élection montrent bien qu'il faut changer de voie, que le PS doit admettre aujourd'hui que la gauche est plurielle et substituer aux logiques d'appareils une logique d'intérêt général assurant la représentation de toutes les sensibilités dans le combat politique contre la droite et l'extrême droite.

Ces sénatoriales vont entraîner deux élections législatives partielles, en particulier dans la deuxième circonscription. Aux dernières élections, la division de la gauche en trois blocs quasiment égaux (PC + Socialistes Progressistes : 11,79%, PS : 11,20%, Verts : 10,56%) a fait qu'elle était absente du deuxième tour qui a vu s'affronter la droite (X. Dugoin : 43,42%) et l'extrême droite (FN : 17,22%). Unie elle aurait été présente avec des chances de victoire.

Gageons que la leçon des sénatoriales serve à la réflexion et crée les conditions pour barrer la route à la droite et à l'extrême droite.

Dans cette circonscription c'est encore possible, mais cela ne se fera que dans une dynamique de rassemblement.

Certains me disent que c'est encore trop tôt...

Espérons simplement que bientôt ce ne sera pas trop tard... □

A QUOI SERT LA BOMBE ?

suite

parlementaire; et interrogeons-nous sur l'utilité du maintien du potentiel des armes nucléaires jusqu'en 2015.

Dès le début, l'arme nucléaire n'est pas une arme comme les autres; elle n'est pas conçue pour être utilisée sur un champ de bataille, mais pour prendre en otage des populations civiles. Au stade de développement actuel, son utilisation serait sans commune mesure avec un bombardement massif d'une ville. Les stocks accumulés pendant la guerre froide, même s'ils ont un peu diminué, suffisent encore à faire sauter plusieurs fois la planète. Les défenseurs de l'arme la justifient par son efficacité prouvée pendant la confrontation Est-Ouest jusqu'à la chute du mur de Berlin; mais c'est une preuve en négatif (qui dit que sans bombe, il y aurait eu une troisième guerre mondiale?). De plus, le mur est tombé et donc la situation internationale a radicalement changé. Les conséquences de près de 50 ans de surarmement sont aussi négligées, il y a bien sûr la dissémination du plutonium qui est un véritable danger écologique, mais aussi il faudrait examiner les résultats économiques d'investissements gigantesques dans des industries dont l'utilité sociale est pour le moins douteuse.

La bombe française serait un garant d'indépendance nationale. N'importe qui ayant fait son service militaire avant 1990 savait que l'ennemi était rouge et à l'est. Mais alors contre quel ennemi cette arme pourrait être utile? La nouvelle situation internationale présente, sans doute, des risques plus grands de conflits, mais limités géographiquement où l'emploi de l'arme nucléaire est impossible, à moins de développer la miniaturisation et relancer ainsi la course aux armements.

Par contre, l'abandon de la production et la destruction des armes nucléaires est une chance pour la paix.

C'est d'abord un signal fort en direction de tous les peuples et c'est l'unique moyen d'empêcher la prolifération dans beaucoup de pays.

Economiquement, cela libère des investissements qui pourraient être employés utilement. Et sans faire de matérialisme mécanique, beaucoup de conflits ont quand même à l'origine des impasses économiques dans lesquels le nationalisme trouve ses racines. □

MAIS PUISQU'ON VOUS LE DIT !

par Robert Duguet

L'Etat major du MDC (Mouvement des Citoyens de l'Essonne) a qualifié de « magistrale » la réélection de Paul Loridan au poste de Sénateur : je comprends la satisfaction des militants du mouvement auquel j'appartiens. Cependant je tiens à y ajouter une petite touche, ici dans les colonnes de Rassembler à Gauche. Le MDC estimait à 40, le PCF à 180 le nombre des grands électeurs qui ont reporté leur suffrage sur la candidature Loridan : une simple addition de ces deux chiffres, cela fait 220. Or la candidature Loridan a recueilli plus de 358 voix. Entre 358 et 220, l'énorme différence ne se comptabilise pas en termes de sympathies personnelles réelles, ni par la reconnaissance de la rectitude politique de l'homme, ni par les qualités de l'élu. Ces qualités énoncées, bien réelles pour ce qui concerne Paul, surtout dans un scrutin de grands électeurs, ne peuvent jouer que sur quelques dizaines de voix, 20 ou 30, certainement pas sur 140.

Il s'est passé quelque chose à gauche : l'accord PCF - MDC, qui s'était d'ailleurs mis en perspective d'ouvrir une dynamique de rassemblement au-delà des frontières de ces deux organisations, s'est avéré très payant. C'est la preuve que là, où des .../...

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Code postal

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

MAIS PUISQU'ON VOUS LE DIT !

suite

hommes politiques responsables, se portent en avant pour ouvrir un cadre de rassemblement à gauche, pour des valeurs et contre la dérive de la gauche libérale représentée par la direction du PS, les électeurs, et en l'occurrence même les grands électeurs, répondent. C'est comme cela qu'il faut avancer. C'est la preuve qu'un nouvel espace à gauche existe.

Mais comment, cher Robert Huc, faut-il vous l'expliquer?

P.S. Un article particulièrement honteux sous la signature de Jean Luc Mélenchon a été commis dans « A Gauche », hebdomadaire de la Gauche Socialiste. L'accord PCF - MDC a été qualifié par l'intéressé de « sans rivage à droite »... une méchante assertion qui dissimule mal que le sénateur Mélenchon ait du mal à s'embourber le fait qu'une fraction significative de la gauche et du mouvement socialiste préfère Loridan au rocardien Tavernier. Il y a deux manières de couvrir une politique vermoulue : la manière rocardienne qui appelle un chat un chat, c'est à dire qui couvre la dérive libérale et la manière de la Gauche Socialiste qui consiste à repeindre cette même politique avec un langage emprunté au trotskisme... Au passage saluons l'entrée fracassante de Gérard Filoche, ex-responsable de la LCR, dans les colonnes de ce journal, non pour condamner la politique du PS depuis 1983, mais celle... de la direction du PCF, et diable avec quelle intransigeance! Je ne conclurai pas en disant « les chiens aboient, la caravane passe »... Messieurs Dray, Mélenchon et Filoche, qui disait « les faits sont têtus! »?, un certain Léon Trotsky je crois. □

ESSAIS NUCLEAIRES :

INFORMONS LE PRESIDENT CHIRAC QUE LE MONDE A CHANGE

par Cyrille-Robert Broux

La logique, qui sous-tend la reprise des essais nucléaires, relève d'une autre époque. Le gouvernement aborde la politique de défense, en particulier dans sa dimension nucléaire, en se tournant vers le passé. La reprise des essais nucléaires a suscité -de manière fort justifiée- une polémique sur leur utilité, sur leurs effets néfastes mais a occulté le problème de fond de la justification d'une force de dissuasion nucléaire et du devenir de la nôtre.

Sur cet aspect du problème, la position de la présidence de la République semble plutôt ambiguë. D'un côté, on veut montrer que l'on souhaite maintenir notre force nucléaire à niveau; de l'autre on fait des approches pour qu'elle soit reprise par l'Union Européenne. Il eut été plus intéressant de se poser cette question avant de lancer cette campagne d'essais. Car enfin, qu'elle est l'utilité pour la France ou l'Union Européenne de garder cette panoplie dangereuse et excessivement coûteuse.

A l'origine, ces armes, qui dans un premier temps s'intégrèrent dans une politique défensive pour se décliner par la suite dans des stratégies de champs de bataille, devaient asseoir l'indépendance et la puissance de la France face au monde et au bloc de l'Est. Il n'est pas utile de reprendre, ici, l'analyse du bien-fondé de cette politique du temps du « méchant rouge ». Aujourd'hui, il importe de constater qu'il n'y a plus de « méchant » équivalent à ce que pouvait représenter l'URSS et de s'interroger sur notre fameuse indépendance et notre fabuleuse puissance.

Notre indépendance ? Que signifie ce terme pour un pays, comme la France, en voie d'intégration au sein de l'Union Européenne, dont la politique économique et industrielle est élaborée sur une base commune et dont la monnaie subit les caprices des spéculateurs internationaux ou des fluctuations du dollar, du mark... ?

Notre puissance? Là encore, où est elle face à des pays comme l'Allemagne, pourtant sans force nucléaire? Et dans nos « relations » avec les Comores, par exemple, est-ce nos armes nucléaires qui fondent notre puissance?

En outre, en matière d'intervention extérieure, les derniers conflits -le Golfe, l'ex-Yougoslavie- ont montré que notre indépendance et notre puissance n'étaient rien sans le feu vert de l'Oncle Sam.

Cette absence de marge de manoeuvre autonome résulte peut-être du fait que notre force de frappe n'a pas atteint un seuil de crédibilité satisfaisant. Mais dans ce cas de deux choses l'une : ou il faut la développer en y consacrant les milliards nécessaires, et non pas seulement la remettre à niveau ; ou il faut la supprimer car elle est inutile.

Force est de constater que le gouvernement a opté pour une voie médiane qui lui évite de prendre les décisions de fond. Jusqu'à présent, il n'a été donné aucune explication quant à la doctrine de défense de la France ou de l'Europe justifiant, en cette fin de XX^{ème} siècle, le développement d'une force

nucléaire. Je doute que les contribuables français, ou européens, de 1995 et des années à venir acceptent longtemps de payer pour satisfaire les nostalgies gaulliennes de nos dirigeants.

En attendant, il nous reste à « gérer » les essais. Leur utilité fonctionnelle fait l'objet de débats d'experts aux avis contradictoires -comme toujours-. En revanche, ce qui n'est pas contestable, c'est leur impact sur l'environnement. Les sites de Mururoa et de Fangataufa sont définitivement perdus pour l'humanité.

Mais la faille la plus terrifiante est d'ordre politique. C'est celle qui sépare les populations du pacifique et la France qui leur montre toute sa puissance... coloniale et qui impose aux Etats de la région des relations dignes du XIX^{ème} siècle.

Enfin, quelle crédibilité peut avoir la France dans les négociations internationales sur le désarmement où les Etats commencent à prendre en compte le changement résultant de la chute du bloc de l'Est. En particulier lors des discussions préparatoires au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires devant régler les essais nucléaires et où le gouvernement français -combe de l'ironie, du cynisme ou de l'inconscience- veut défendre l'option zéro.

Il serait temps que l'on informe le Président Chirac que le monde a changé.

□

**ATTENTION
RETENEZ CETTE DATE**

Vendredi 24 novembre 1995

Repas-Débat

à l'initiative de "Rassembler à Gauche"

Le lieu, le thème, les personnalités participant à ce débat seront indiqués dans "Rassembler à Gauche" de novembre

Participation au repas : 100F.

Pour faciliter l'organisation, merci de me faire parvenir votre accord



Nom

Prénom

Adresse

Tel.

Je participerai au Repas-débat du vendredi 24 novembre

A retourner à Amaury Couderc, le Clos,

91790 Boissy-Sous-Saint-Yon